

undefined - jeudi 13 avril 2023

Pays de savoie

PARIS | AUVERGNE RHÔNE-ALPES

# Lyon-Turin : l'appel d'élus à Emmanuel Macron

Frédéric THIERS



*Au Sénat, des parlementaires d'un large spectre politique réunis autour d'Étienne Blanc, sénateur du Rhône. Photo Le DL /Frédéric THIERS*

**Une "Union parlementaire" a choisi ce mercredi 12 avril le cadre solennel du Sénat pour presser l'exécutif d'avancer au plus vite sur la réalisation des accès français, entre Lyon et Saint-Jean-de-Maurienne (73).**

François Mauriac aimait tant l'Allemagne qu'à son époque, il se félicitait qu'il y en eût deux. L'unité autour du Lyon-Turin, on attend qu'il n'y en ait plus qu'une. Ce mercredi 12 avril au Sénat, un séminaire a réuni tout ce que les deux chambres comptent de partisans... à l'exception de la majorité présidentielle.

L'Union des parlementaires pour le Lyon-Turin rassemble 57 députés et sénateurs allant des communistes aux Républicains. Ils n'y vont pas par quatre aiguillages et s'adressent directement à Emmanuel Macron. Le tunnel entre Saint-Jean-de-Maurienne et Susa est en construction, et l'Italie a acté, phasé et financé ses propres accès. Et la France ? Selon le [rapport du COI \(Conseil d'orientation des infrastructures\)](#), « les accès français peuvent être livrés à partir de 2045 », dénonce Étienne Blanc, sénateur (LR) du Rhône, « mais l'Italie va nous envoyer, dès 2032, 25 millions de tonnes de fret ferroviaire par an que nous ne pourrons pas recevoir. »

## • « Le Lyon-Turin, c'est l'Europe qu'on aime »

Une question de finances ? Émilie Bonnivard, députée (LR) de la 3<sup>e</sup> circonscription de Savoie, prend la Suisse en exemple : « Les Suisses ont financé seuls trois tunnels de base, ce qui a représenté 2 500 euros par Suisse. Le Lyon-Turin, c'est 75 euros par Français compte tenu de la participation européenne. La France peut se le permettre. »

Alors, pourquoi ça bloque ? « Le Lyon-Turin, c'est l'Europe qu'on aime, celle des grands projets concrets », estime Florence Biatix-Contat, sénatrice socialiste de l'Ain, « au service de la transition

écologique et du développement des échanges. »

Cette Europe cristallise deux oppositions : ceux qui sont « dans une logique de décroissance, dans l'opposition à un système économique » pour Loïc Hervé, sénateur centriste de Haute-Savoie ( [LFI](#) , EELV) ; et une partie de la haute fonction publique, dénoncée par Etienne Blanc, « qui dit, on fera plus tard, peut-être, quand le président de la République a dit à Naples que la France fera ». C'était [au sommet franco-italien de février 2020](#).

« Nous offrons au président de la République l'occasion de visiter le chantier et d'annoncer que la France tiendra ses engagements », insiste Loïc Hervé. Émilie Bonnivard en appelle aussi à Emmanuel Macron : « Tous les gouvernements avaient respecté le calendrier imposé par l'Europe, et là, ça fait six ans que nous attendons ». L'unité pour le Lyon-Turin reste un combat.